Bulletin œcuménique

NUMERO 4 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE JUIN 1984

interrogation

Je rentre du Gabon, de Centrafrique, du Tchad, du Cameroun et du Togo. Mon premier contact avec l'Afrique.

Occasion de vivre, dans la joie, quelques jours avec des volontaires FSF de ces pays.

Occasion de découvrir un peu (en deux mois, il faut rester modeste et rassurez-vous, je n'écrirais pas un livre !) d'autres réalités culturelles, de rencontrer des peuples différents aux multiples visages et langues.

Je rentre heureux et plein d'espoir.

Certes, la misère, la corruption locale, l'exploitation capitaliste, le néo-colonialisme existent bel et bien ! Avec toujours les mêmes effets : atroces !

Mais le sourire, le travail et la dignité des pauvres nous poussent en avant et annoncent déjà qu'ils sortiront un jour de leur dépendance. Les étapes historiques de la libération seront peut-être autres que celles des pays latino-américains, mais c'est partout la même espérance.

J'ai été séduit par l'expression religieuse des pays africains : qu'il soit animiste, musulman, chrétien, le Noir célèbre avec tout son corps que Dieu existe et que la fête est indispensable à l'homme.

Parfois, en regardant les visages des Africains, je me souvenais de la tragédie de la traite des Noirs. Et j'avais en mémoire leurs descendants actuels au Brésil, aux Etats-Unis... et leurs luttes victorieuses pour qu'ils soient reconnus, enfin, égaux et libres ! Je pensais alors à l'Afrique du Sud. Le combat est commencé. Et beaucoup savent déjà que le riche et le Blanc n'auront pas le dernier mot de l'histoire.

Même si lors de votations fédérales, en Suisse, la cause des pauvres n'est pas suffisemment entendue, ne perdons pas courage et sans amertume, poursuivons notre lutte, qui est aussi celle de l'Afrique.

La joie de la rencontre, dans le respect des cultures, la libération des hommes, pour l'Afrique, comme pour nous, est au bout du chemin...

Bernard BAVAUD

Rédaction
Ch. des Croix-Rouges 16
CH - 1007 Lausanne
CCP : 10-10580

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
C.P. 79
CH-2300 La Chaux-de-Fonds 2
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Rue du Dr Tièche 22
CH-2732 Reconvilier
CCP : 10-20968

Changements d'adresses : prière de les annoncer directement au mouvement concerné

Carita

Je te connais seulement depuis hier soir.
Tu téléphonais chez toi, au Portugal, à l'aide d'une pièce attachée à un fil.
Je ne savais pas comment cela se faisait, j'ai appris.
Des copains te connaissaient, le bistrot était fermé, tu nous as dit venez chez moi !

Tu as encore essayé de téléphoner et après une dernière démonstration pour nous montrer comment faire passer la pièce sans la perdre ("ça peut reservir !")
Nous sommes venus chez toi.

Tu as sorti des bouteilles de ton pays...
Pas trop si nous voulons goûter de tout !
Tu nous as dit ton mari qui t'a laissée, tes enfants venus te rejoindre, un à un, ton travail de nettoyeuse des saletés des autres, la maison que tu as achetée chez toi, la voiture que tu as laissée à ton neveux, celle que tu as maintenant écornée par un "con"... à un stop il arrivait trop vite.
Ton fils aîné si responsable, ton cadet si difficile... mais c'est dur pour lui...

Tu voulais nous garder pour la nuit (nous étions six). "On met des matelas par terre..."

"J'ai fait du café... pas du fort, j'ai du chorizo et puis des gauffres, encore des amandes."
Tu nous as offert du vin, du tien, des vignes de ta soeur...
"Venez demain, on en boira, il est trouble..."
"Venez pour le café..."

Elle est à toi la mobylette, Carita ?
"A moi, à mon fils, c'est la même chose..."

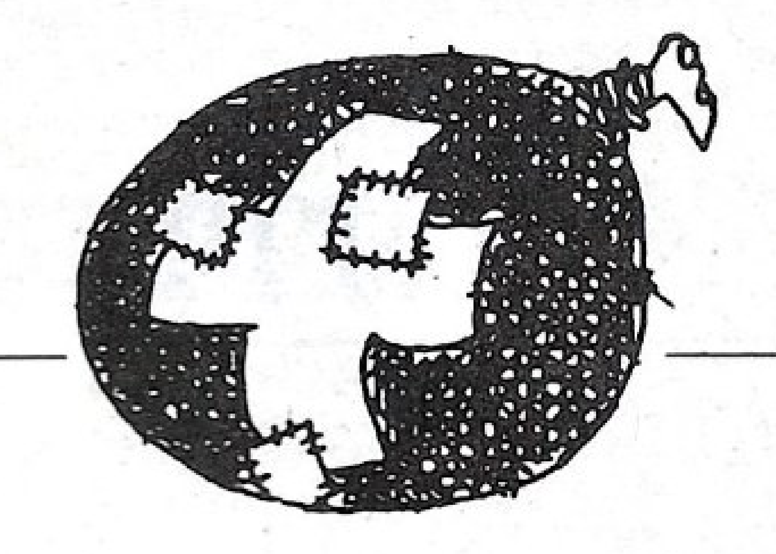
Tu aimes bien ces étudiants dont tu nettoyes les chambres, tu en dorlotes quelques-uns qui te le rendent bien (le cacao que tu leur prépares avec l'eau chaude du robinet qu'ils n'osent pas ne pas boire !).
Tu te fais du souci pour eux, pour ces deux filles parties en Indes seules. "Maintenant qu'elles sont de retour, elles ont bien fait de voyager... mais ce que j'ai eu peur !"

"Alors vous venez demain, nous avons encore une bouteille à goûter ?!"
Demain... on travaille et puis nous partons.

Salut Carita que j'ai rencontrée dans un coin de France une nuit entre 23h30 et 2h. Merci.

Gilbert ZBÄREN

SOUS-DEVELOPPEMENT CH



LA MISÈRE,

CE N'EST PAS SEULEMENT LE MANQUE D'ARGENT,
DE TRAVAIL,
DE LOGEMENT...

C'EST AUSSI DE NE PAS AVOIR PU APPRENDRE DES CHOSES.

- Quand une mère ne sait ni lire ni écrire parce qu'elle a commencé à travailler à 9 ans; et que, maintenant, elle a seulement du travail pour ramasser la "merde", elle veut que sa fille sache plus qu'elle. Et elle lui dit : "Moi je veux que tu arrives à faire ce que je n'ai pas pu faire".
- Quand nous étions enfants, c'était dur d'apprendre. Aujourd'hui c'est dur de ne pas savoir. Mais ça peut changer.
- Apprendre, c'est apprendre à vivre, pas seulement avoir un métier, mais c'est découvrir les autres et communiquer avec eux pour pas s'enfermer.
- A l'école ça va toujours trop vite. J'aurais bien aimé pas copier sur les autres, mais j'étais obligé de le faire. J'avais pas le temps de comprendre.
- Je n'ai pas été à l'école jusqu'à 16 ans. Mais j'ai appris des tas de choses dans la vie. Je n'ai pas appris de métier mais je sais faire des réparations, je m'y connais sur les chantiers, dans les garages. Je connais des tas de trucs.
- Le jour où un gamin vient vers moi pour me demander ce que je fais, je lui explique le métier. Ce qui est important c'est de pouvoir dire ce qu'on fait.

Quelques familles de
l'Association Quart Monde, Renens

dessiné par un enfant du groupe des Compagnons



CRIAIENT-ILS DANS LE DESERT ?

Aurelio Peccei et Tibor Mende. Deux hommes dont la récente disparition aura été à peine remarquée. Deux regards qui pourtant visaient allègrement par delà nos horizons quotidiens. J'ignore s'ils se sont jamais rencontrés. Mais ils cultivaient en tout cas une même vertu. La clairvoyance. Je dirais même la prophétie. Au sens où le prophète est bien cet homme-là qui sait lire et interpréter les signes du temps. Aux "Cent pages pour l'avenir", à "La qualité humaine", à "L'heure de la vérité", trois des livres de Peccei, font écho chez Mende ses "Regards sur l'histoire de demain", ses analyses "Entre la peur et l'espoir", ses certitudes d'"Un monde possible".

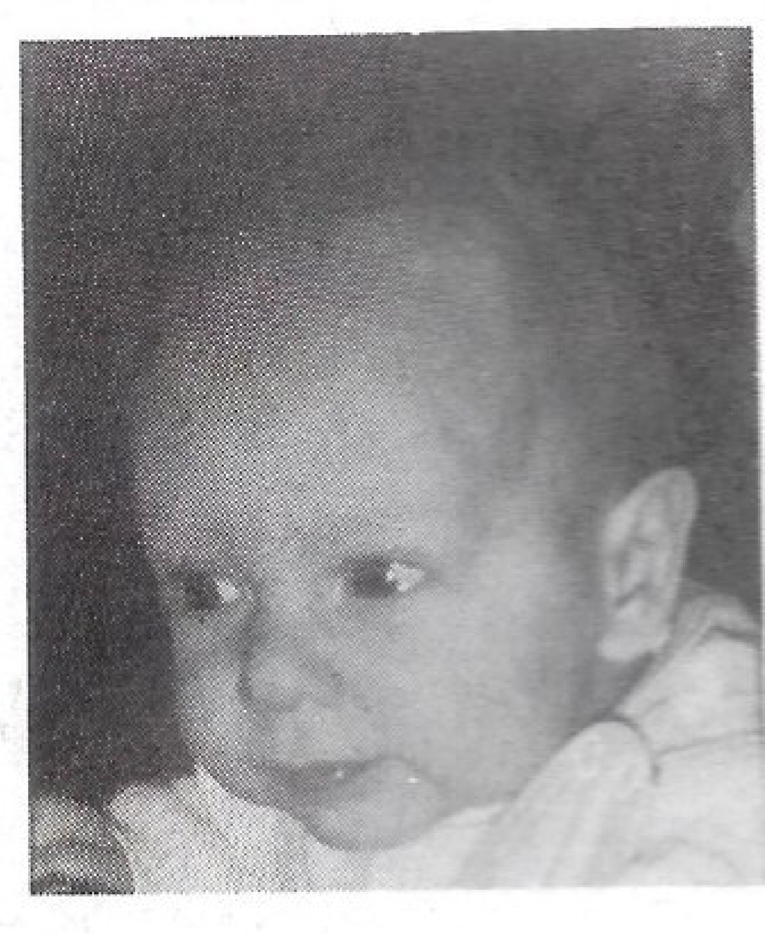
Il y a une quinzaine d'années, à l'ère des vaches grasses, ces deux hommes ramaient à contre-courant. Et Dieu sait la dose de lucidité qu'il fallait pour résister aux vagues d'euphorie. Aurelio Peccei avait fondé le Club de Rome, une sorte d'académie privée de savants et de chercheurs. C'était pour lui le moyen le plus efficace d'attirer l'attention sur les conditions de survie de l'humanité, sur l'urgence des changements politiques, et surtout sur la nécessité d'améliorer l'homme lui-même. Le premier rapport du Club de Rome lança un véritable défi aux mentalités occidentales en proclamant tout cru les limites de la croissance. On avait alors beau jeu de protester, de s'indigner et de crier au fou. Les myopes qui nous gouvernent ne pouvaient imaginer les futures disettes. Mais Peccei faisait partie de la race des fonceurs têtus. Il multiplia les avertissements bravant la critique et l'injure parfois.

Tibor Mende restera l'un des pionniers de la réflexion nord-sud. Il se battait lui aussi pour l'élimination de la pénurie et de l'humiliation, redoutait tout autant l'obsession du statu quo et les réflexes défensifs, dénonçait déjà le durcissement des carapaces morales et mentales. Il écrivit des pages impitoyables sur la recolonisation économique très officiellement travestie en aide au développement. Ou encore sur "ce qu'il en coûte d'être généreux et d'être assisté". Et il aimait comparer les budgets de coopération aux artichauts. Que leur reste-t-il de mangeable une fois dépouillés de leurs feuilles de chiffres ? Un cœur de questions.

Deux hommes sont donc partis dans l'indifférence. Aurelio Peccei, quelques heures avant sa mort, trouva encore le souffle de dicter un "Agenda pour la fin du siècle". Un testament qu'il nous faudra lire non comme le résumé d'une pensée originale et généreuse. Mais comme une tâche à mener. Un peu - toute comparaison gardée - comme les béatitudes. Qui nous paraissent tellement compenser, elles aussi, le manque de réalisme par un surplus d'utopie. Le premier moussaillon venu nous répondra sûrement qu'il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va.

Bernard WEISSBRODT

INTERROGATION - EXPRES



- Bonjour bébé ! Puis-je vous poser quelques questions ? Je voudrais connaître les premières impressions d'un nouvel arrivé sur Terre.

Un regard placide et confiant me laisse entendre que je peux y aller.

Merci !.... Que pensez-vous de la Terre et de ses habitants ?

- "La Terre est belle, il n'y a pas à dire, elle est même très belle ! Et je suis fier de pouvoir être considéré d'ores et déjà comme terrien.

Avec un soupir : Bien sûr, je ressens sans me l'expliquer une nostalgie de ce que je viens de quitter, et que je ne me rappelle plus. Mais je ferai de mon mieux pour m'adapter à ce pays qui a bien voulu m'accueillir. C'est ce qu'ont déjà fait tous ceux qui y sont arrivés avant moi."

Ses yeux se voilent et toute la sagesse des êtres innocents s'y trouve reflétée.

"Ses habitants me sont encore inconnus, mon cercle est encore très restreint. Vous savez, il faut des années pour se faire des vrais amis. Je compte un peu sur mes fréquentations scolaires pour y arriver."

Un éclat de rire.

"Pour le moment, sans en avoir l'air, j'écoute et je regarde autour de moi. Entre nous je vous dirai que ce n'est pas toujours rigolo !
Ou alors... c'est trop comique !
Le jour où je suis arrivé on parlait d'interdire l'usage des gaz pour tuer les gens dans un pays en guerre. Si j'ai bien compris ils peuvent se tuer les uns les autres, mais il y a manière et manière...
Pour ce que ça doit changer quand on est mort !"

Moue dubitative et perplexe.

"J'ai entendu dire que des milliers d'enfants mourront de faim. Et que, avec des milliers de dollars, on arrive à faire naître un enfant par une méthode de congélation (Brr...).
En Europe il y a trop de lait et trop de vaches et en Afrique pas assez de lait et plus de vaches.
L'Amérique Centrale réclame et se révolte pour une vie moins misérable...
A coup de millions de dollars, les USA les écrasent militairement.
Oui , la Terre est bien... pour le moment. Ses habitants, par contre, ne semblent pas beaucoup aimer leur planète... ni s'aimer entre eux. C'est assez déroutant quand je vois tant d'amour dans les yeux de ma mère. Quand je vois les efforts de la nature pour plaire aux hommes... Je suis né le premier jour du printemps, quelles merveilles de couleurs ! Oui, c'est un peu déroutant !
Au revoir et excusez-moi. C'est l'heure de mon biberon, et j'ai horreur de le boire froid !"

De sa main potelée, bébé me fait un signe d'adieu et me laisse finir de prendre ces notes, pendant que du haut de ses 5 semaines de vie terrestre il regarde stupéfait ce que la Terre lui réserve.

Propos reccueillis par R. MUSTIELES

LA MORT DE TIBOR MENDE

Un découvreur du tiers-monde

Une silhouette trapue, un ton égal, un regard clair, attentif, qui vous prenait bien en face, il y avait du Jean Monnet chez Tibor Mende – dont le Monde a annoncé hier la mort, – encore qu'une telle comparaison les eût bien étonnés l'un et l'autre. Monnet, en effet, ne vivait que par et pour l'Europe, Mende pour ce tiers-monde dont il fut, à l'époque de Bandoung, le découvreur passionné et passionnant. Monnet était un homme de la parole, du contact, du téléphone, qui n'écrivait, si l'on ose dire, que par personne interposée. Mende croyait aux vertus de l'écrit, et il a publié un grand nombre d'articles – dont certains dans le Monde – et d'ouvrages clairvoyants. Mais l'intellectuel hongrois devenu français et le paysan-commerçant de la Charente avaient en commun d'être les hommes d'une seule idée à la fois, et de mettre au service de cette idée une énergie et une patience inépuisables.

Tibor Mende n'était pas un « tiers-mondiste » au sens, facilement péjoratif, que l'on donne aujourd'hui à ce terme. Il a cependant été l'un des premiers à comprendre que l'Afrique, l'Amérique latine, et plus encore l'Asie, qu'il connaissait à fond, pèseraient d'un poids grandissant dans les affaires de la planète, quand ce ne serait que du fait de leur développement démographique, lequel posait en priorité, bien entendu, le problème de l'alimentation. Très vite, il mesura l'hypocrisie du discours sur le développement, et de ce qu'il appelait joliment l'« establishment de l'aide ». Pour lui, il n'y avait pas l'ombre d'un doute que la seule chance pour cette terre de devenir plus pacifique résidait dans l'aptitude de ses habitants à partager les ressources de manière plus équitable. Ce que François Perroux avait résumé à l'époque dans une formule lapidaire : « guerre ou partage du pain ».

Sa conviction était d'autant plus méritoire qu'il se faisait peu d'illusion sur les chances de voir l'humanité suivre ce sage chemin. Dans Un monde possible, *paru en 1964, il avait constaté par exemple que,* « comme il y a à peu près autant de classes dirigeantes inflexibles que d'injustice sociale, il y aura de plus en plus de situations où les changements inévitables ne pourront se faire par des moyens pacifiques ». *Et on le sentait, au fil des années, de plus en plus désabusé.* Entre la peur et l'espoir, *pour reprendre le titre d'un autre de ses livres, il ne semblait plus guère hésiter.*

Il y avait, pour nourrir ce pessimisme, beaucoup de raisons objectives. Reste que rien n'est jamais définitivement joué, et qu'on a toujours tort de jeter le manche après la cognée. Retenons plutôt de Tibor Mende qu'il fut, pour toute une génération, l'un de ceux qui ont fait le mieux découvrir et percevoir la fascinante réalité du tiers-monde en éveil. Beaucoup de ses livres – l'Inde devant l'orage, L'Amérique latine entre en scène, Regards sur l'histoire de demain, Conversations avec Nehru, *etc. – ont connu à l'époque un grand succès. Ils demeureront longtemps sur les rayons de nos bibliothèques d'indispensables ouvrages de référence.*

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde 4.5.84

AU JOUR LE JOUR

Vol

Un général de l'armée de l'air américaine vient de mourir dans un accident d'avion survenu pendant une séance d'essais au-dessus du désert du Nevada. L'affaire serait à mettre au compte des risques d'un métier dangereux si l'appareil avait été américain. Or il s'agissait d'un Mig-23 soviétique, acquis on ne sait trop comment et destiné à de très secrètes missions.

Que les Grands consacrent leur temps, leur imagination et leur argent à fabriquer des armes meurtrières pour menacer l'adversaire potentiel, rien de plus habituel. Mais qu'ils poussent le vice jusqu'à faire venir chez eux les armes des autres, voilà qui inquiète.

On veut espérer qu'aucun d'eux ne poussera jamais la curiosité jusqu'à faire exploser sur son propre territoire une bombe atomique volée à l'autre camp, pour juger de l'effet.

BRUNO FRAPPAT.

4.5.84 Le Monde

FRAUDE FISCALE: DE 500 À 800 MILLIONS DE FRANCS

Puisque le Conseil fédéral se tait obstinément sur l'importance de la fraude fiscale en Suisse, il faut bien aller chercher ailleurs des informations. En 1981, une commission de la Conférence suisse des évêques a calculé que la fraude fiscale avait entraîné, pour l'année fiscale 1978, un manque de recettes de 589 millions de francs dans les caisses des communes, des cantons et de la Confédération.

Cette commission a procédé à une estimation plutôt prudente. Sa conclusion est que la fortune suisse non déclarée, placée dans des papiers-valeurs, dépasse les cent milliards de francs qui ont rapporté quelque trois milliards et demi de francs d'intérêts et de dividendes à leurs propriétaires. Il en résulte un manque de recettes de 35 millions pour la Confédération et de 554 millions pour les communes et les cantons.

Des organisations s'occupant d'aide au tiers monde ont actualisé les chiffres ci-dessus (valables pour 1978) et calculé qu'en 1982 la fraude fiscale a réduit les recettes de la Confédération, des cantons et des communes de 816 millions de francs.

S.S.P. 29.3.84

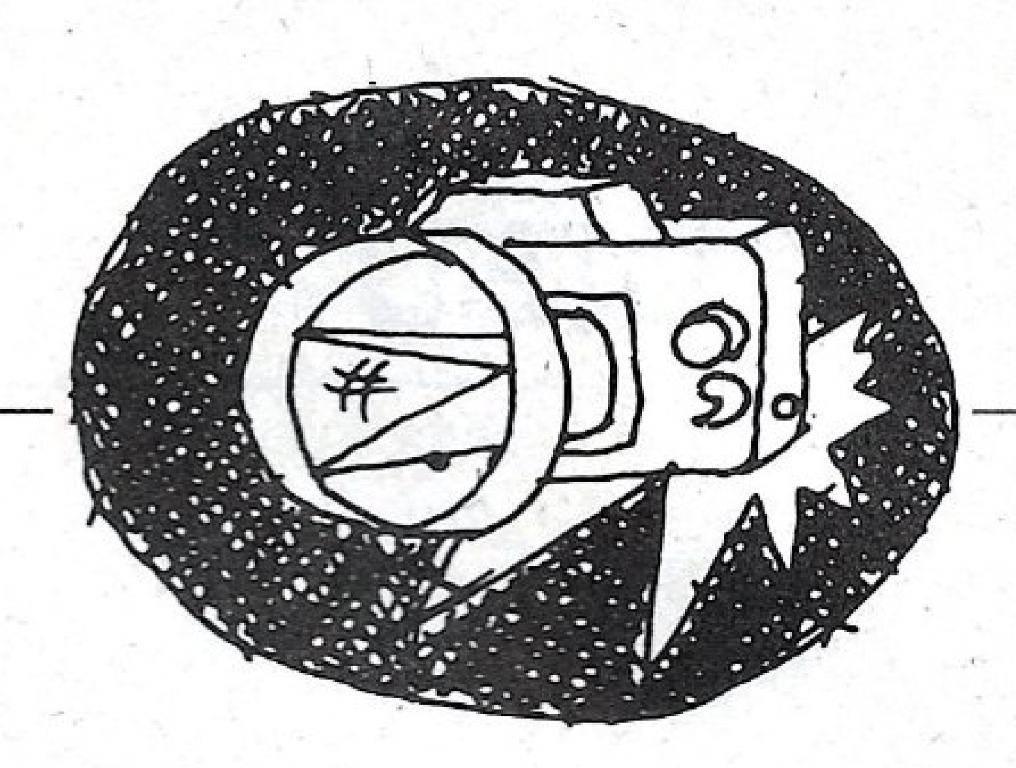
Tamouls renvoyés
Un fonctionnaire claque la porte

Un fonctionnaire fédéral chargé de l'examen des demandes d'asile présentées par les Tamouls — et jusqu'ici toujours refusées — a donné sa démission en signe de protestation. Il a la conviction que les renvoyer dans leur pays est irresponsable car, estime-il, on peut présumer qu'ils courent réellement un danger.

Une vingtaine d'entre eux ont déjà dû reprendre le chemin du Sri-Lanka. L'Office fédéral de la police (OFP) estime généralement qu'ils ne sont pas victimes d'une persécution gouvernementale. Les informations recueillies par le fonctionnaire en rupture de ban sont nettement moins rassurantes.

En outre, dans son édition d'hier, le *Tages-Anzeiger* affirme que septante dossiers, favorablement préavisés, sont volontairement retenus à l'OFP pour ne pas encourager le flux de ces demandeurs d'asile, dont le nombre dépasse déjà un millier. Interrogé par le Téléjournal, le responsable de la section des réfugiés, Urs Hadorn, a précisé que ces requêtes nécessitaient une recherche approfondie au Sri-Lanka. — 24H

7.4.84



LES FEMMES DANS LE TIERS MONDE

Est-ce un signe des temps? Les organismes internationaux qui s'occupent de l'aide publique dans le tiers monde ont « découvert » que les femmes ont un rôle essentiel à jouer, et qu'il faut tenir compte de leur statut, de leurs connaissances et de leurs avis.

Les femmes connaissent bien leurs difficultés et, à condition qu'on leur demande leur avis et qu'on les écoute, elles ont des solutions pratiques à proposer. Aussi, lors des consultations avec les futurs bénéficiaires, les agences doivent s'attacher à garantir que les vues des femmes seront recherchées et prises en considération et que les femmes seront amenées à participer à l'adoption des décisions pour ce qui est de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre de toutes les activités que lancent les organismes d'aide avec les pays en développement.

Alléger les contraintes

Les femmes sont de plus en plus souvent des soutiens de famille. Leur revenu, qu'il soit ou non officiel, devient par conséquent un élément de plus en plus important non seulement pour le bien-être de la famille, mais aussi pour le développement de la nation dans son ensemble. Pour tenir compte des besoins des femmes en matière de revenus et d'emploi, il faudra sans doute, lors de la planification des projets, prévoir l'allégement des contraintes qui absorbent le temps et l'énergie des femmes, et qui découlent, dans une grande mesure, des tâches consacrées à la famille, au ménage et à la production de nourriture.

Accéder aux ressources

Assurer l'accès des femmes aux ressources productives peut soulever d'autres problèmes: le droit à la propriété foncière, le crédit et les services bancaires. Comme ailleurs, il faut éviter que les projets qui n'intéressent pas directement les femmes entraînent une aggravation de leur situation dans ces domaines.

L'accès aux ressources productives ne peut se faire sans efforts accrus et particuliers en faveur de la formation et de l'enseignement en matière de santé, de nutrition, d'hygiène, de planification familiale, de prévention des maladies, de nouvelles technologies.

Les organismes d'aide devront coordonner leurs propres efforts visant à promouvoir le rôle des femmes dans le processus de développement, à améliorer leurs relations avec les organisations et à accorder à la femme une place appropriée et naturellement à aider les gouvernements bénéficiaires à coordonner leurs propres efforts.

Pour garantir l'application systématique des mesures ou plans d'action en faveur de la participation des femmes au développement, les pays doivent s'engager à faciliter l'examen de la mise en œuvre de ces principes directeurs, dans la perspective de la Conférence mondiale de la décennie des Nations Unies pour la femme qui aura lieu en 1985.

(Tiré de l'*Observateur de l'OCDE*.) SSP 29.3.84

ETATS-UNIS : DROITS DE DOUANE SUR CERTAINES IMPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

L'administration Reagan vient de décider de réduire la liste des produits des pays en voie de développement pouvant entrer aux Etats-Unis sans droits de douane. Cette mesure, qui porte sur 11,9 milliards de dollars d'importations, sera applicable le 1er avril. La révision de la liste des pays « éligibles » à une telle préférence est annuelle. M. William Brock, chargé du commerce international, a précisé : « Nous réduisons progressivement l'éligibilité des pays en voie de développement les plus compétitifs, de notre propre initiative mais aussi à la demande des travailleurs et des producteurs américains. »

Jusqu'à présent, ce statut spécial – introduit en 1975 – a principalement profité à Taiwan, à la Corée du Sud, à Hongkong, à Mexico, au Brésil et à Singapour. Mais l'adoption de l'accord bilatéral en négociation avec Israël amènerait l'exonération de presque toutes les exportations de ce pays vers les Etats-Unis. Le Wall Street Journal, ***qui donne ces précisions, rappelle que ce système de préférence est censé se terminer le 3 janvier 1985, mais que l'administration Reagan en a demandé le renouvellement.***

"Le Monde" 29.3.84

TURQUIE

Démocratie alibi

En trois jours, les tribunaux turcs ont prononcé vingt-six condamnations à mort. Sans compter les lourdes peines de prison infligées à des centaines de Kurdes ou d'opposants au régime, qu'ils soient de gauche ou de droite. Avec ou sans militaires au pouvoir, la Turquie poursuit avec les mêmes méthodes sa chasse aux sorcières. Qu'en disent les pays occidentaux qui saluaient en novembre dernier le «retour à la démocratie» parce que le premier ministre élu, Turgut Ozal, ne portait pas d'uniforme? Rien: l'OTAN a des raisons que les droits de l'homme ne connaissent pas. "L'Hebdo" 24.4.84

REGARD

A la fin du mois de mars, le secrétaire général du Conseil des Eglises d'Afrique du Sud, l'évêque Desmond Tutu était à Genève, au COE, et il disait à ses hôtes : "Nous vaincrons, car le Royaume est déjà ici; il lui manque juste de s'accomplir... Nous disons aux Sud-Africains blancs : venez, joignez-vous au parti des vainqueurs..."

Ces phrases me trottent par la tête. Ne sont-elles pas excessives quand on connaît la situation de l'Afrique du Sud ?

A la réflexion, ce genre de "regard" qui transperce les apparences, il est constant dans la Bible. Soit pour repérer la force et la grandeur du petit, soit au contraire pour dénoncer la petitesse du grand...

On parle à Jésus de la menace que fait peser sur lui Hérode le tétrarque, la réponse ne se fait pas attendre : "Allez dire à ce renard..." (Lc 13:31). Comprenez : ce n'est pas un lion, il n'y a rien à craindre.

Au disciple qui s'extasie devant la grandeur du temple : "Maître regarde quelles pierres, quelle construction". Jésus répond : "Tu vois ces grandes constructions, il n'en restera pas pierre sur pierre, tout sera détruit" (Mc 13:1).

Dernier exemple pris quelques versets plus haut. Assis dans le temple en face du tronc, Jésus regarde de nombreux riches qui mettent "beaucoup" et la veuve qui met "quelques centimes". "En vérité, je vous le déclare, elle a mis plus que tous ceux qui mettent dans le tronc..." Quel gros "mensonge" prononcé avec quelle solennité ! Décidément, le Maître a une façon de voir surprenante !

Il y a dix ans, des tiers-mondistes défiaient le tout puissant Nestlé en lançant la brochure "Baby killer" et nos compatriotes de l'Action tiers monde emboîtaient le pas en provoquant le géant dans sa propre patrie.. Aujourd'hui nous fêtons la victoire. La victoire des bébés moins nombreux à mourir dans la souffrance. La victoire de Nestlé qui, après les sarcasmes répétés (qui n'ont pas épargné les chrétiens), a su accueillir la mise en question et "reconnaît et soutient l'engagement d'INBC (International Nestle Boycott Coalition) et de ses membres dans la protection des enfants du tiers monde des dangers liés à la mise en vente inappropriée de lait en poudre".

Avant de commencer l'action "Nestlé", ceux qui l'ont entreprise ont-ils évalué d'une manière "réaliste" les forces en présence ? Heureusement pas... ils ne se seraient probablement pas lancés et nous auraient ainsi privé d'une des belles pages de l'histoire de la solidarité.

Regarder l'arbre de décembre avec la conviction du printemps, regarder la croix dans la lumière de Pâques. Voilà peut-être la clé de l'efficacité de nos engagements, la clé de notre sérénité.

André FOL

Le véritable enjeu

MALHEUR A CELUI PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE...

Depuis le début de l'année 1984 l'Unesco essuie les critiques et les attaques de nombre de pays occidentaux. Les USA ont décidé de quitter l'organisation pour le 1er janvier 1985. La Grande-Bretagne menace de faire de même, suivie par d'autres pays de la région. Quels sont les arguments utilisés? Tout d'abord, les américains parlèrent de la trop grande politisation d'un organisme essentiellement chargé du développement culturel, puis vinrent les critiques sur la gestion de l'organisation. Elles allaient jusqu'à mettre en doute l'intégrité du secrétaire général.
Organisation touchant de près le développement, il nous avais semblé intéressant de rédiger un dossier sur ce problème pour «Interrogation».
Petit à petit, compulsant coupures de presse et documents, nous sommes arrivés à la conclusion que la crise actuelle n'était que l'aboutissement d'une suite d'événements dont l'origine se place en 1976... Le thème central en est l'information et la communication. Nous nous sommes rendus compte que l'Unesco n'avait fait que soulever un lièvre. Il nous a alors paru important de traiter ce sujet, laissant les malheurs de l'organisation pour une prochain dossier.

L'information est la clé de voûte de l'émancipation dans les pays du Tiers-Monde ou en Europe. Et pourtant ce domaine dans ses superstructures (presse, diffusion radios, télévision) ou ses infrastructures (réseaux de télécommunications, satellites, informatique) nous échappe totalement. Ce pouvoir occulte est le fait des Etats ou de grandes puissances financières qui nous orientent, nous informent ou nous désinforment selon leurs besoins à eux. Etre réellement informé? Ce n'est pas si simple...

1976: CREATION DE LA COMMISSION McBRIDE

Lors de sa 19e session, se tenant à Nairobi, l'assemblée générale de l'Unesco débattit du problème de la communication et de l'information dans le monde. Il y fut décidé que **«la plus haute priorité doit être accordée aux mesures visant à réduire l'écart existant dans le domaine de l'information entre les pays développés et les pays en développement et à aboutir à une circulation internationale de l'information plus libre et plus équilibrée.»** Le secrétaire général reçut donc mandat de former une commission afin d'étudier d'une manière globale les problèmes de la communication. Créée en 1977, la «Commission Internationale d'Etude des Problèmes de la Communication» fut présidée par M. Sean Mac Bride et composée de 16 membres de toutes nationalités. Elle rendit son rapport en février 1980 au secrétaire général de l'organisme.

UN CONSTAT, DES PROPOSITIONS

Le résultat des réflexions de cette commission fut résumé dans un livre intitulé «Voix multiples, un seul monde». Ce livre s'articule autour du constat de la situation actuelle au niveau technique, économique et politique. Au niveau mondial, des régions et des pays. Constat suivi de recommandations pour les organisations internationales et les gouvernements.

Depuis la fin de la 2e guerre mondiale les techniques de communication ont fait un bond qui a surpris même les spécialistes de la question: Les possibilités de diffusion se sont fortement améliorées: qualité des moyens de diffusion (télévision, radio, téléphone...), apparition des satellites de télécommunication, utilisant de l'informatique en constant progrès. Ainsi, si en 1965 cinq pays seulement disposaient d'une antenne réceptrice pour le système de satellites Intelsat, ils étaient au nombre de 114 en 1976. En 1978, 70% des communications internationales passaient par satellites.

Mais si le parc de radios, de télévisions, de téléphones est en constante augmentation dans le monde, si les communications ont crû d'une manière fantastique durant les trente dernières années, ces données ne doivent pas cacher l'énorme disparité des bénéficiaires de ces progrès.

Disparité au sein de chaque pays: une inégalité existe entre la ville et la campagne, la plupart des moyens de diffusion étant implantés dans les cités et surtout les capitales. Cette inégalité est proportionnelle au degré de développement du pays (Brésil: 440 des 991 journaux sont édités dans les deux états les plus industrialisés sur les 22 existants). Quelques tableaux montreront mieux que de longues phrases la disparité qui existe entre pays développés et pays en voie de développement:

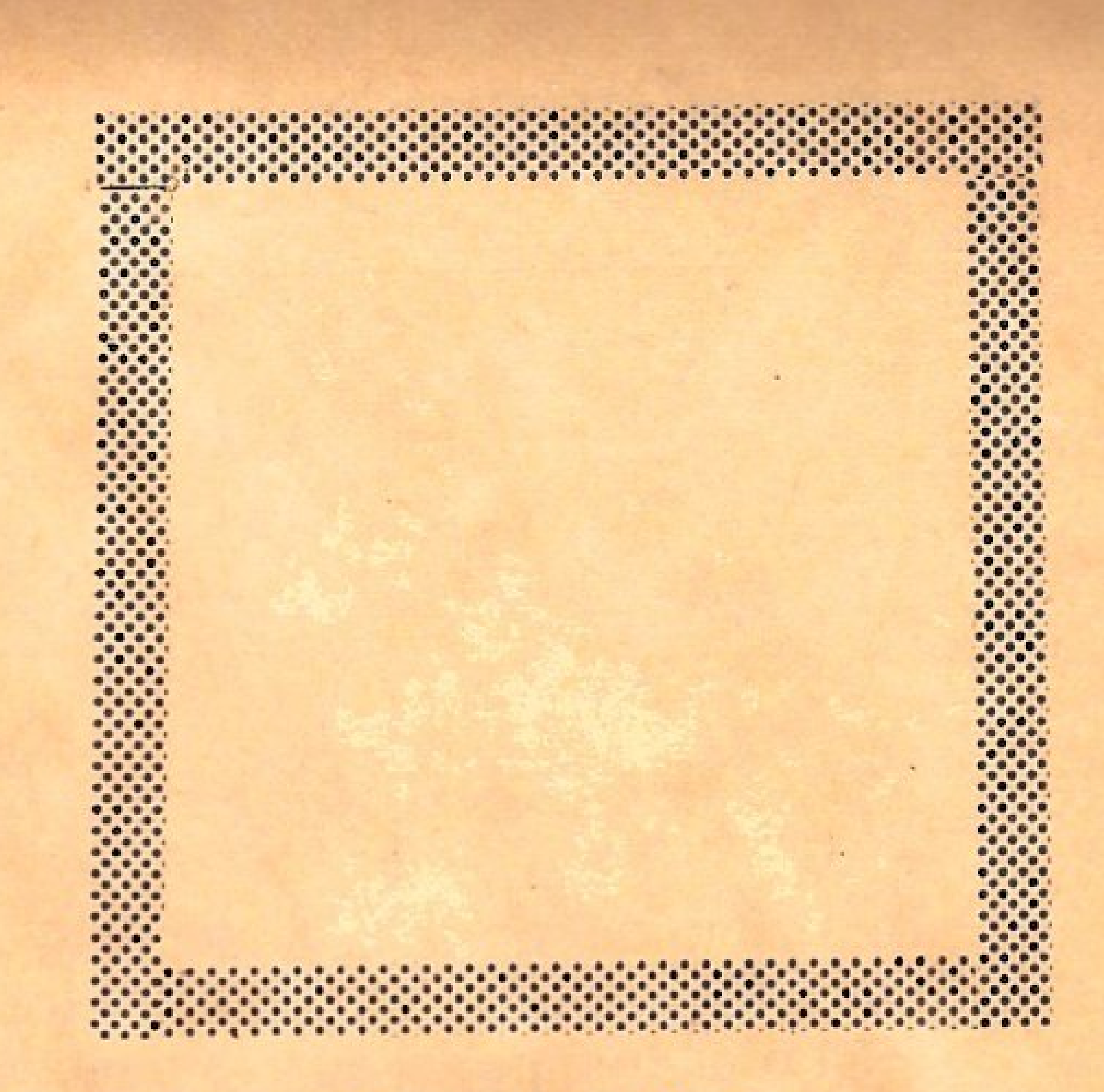
	Distribution en % quotidiens	Distribution en % récepteurs radio	Distribution en % titres de livres publiés	% de la population mondiale
Afrique (Etats arabes exclus)	1,0	1,9	1,4	9,9
Amérique du nord	16,2	44,9	15,4	7,5
Amérique latine	5,6	8,8	5,2	10,5
Asie (Etats arabes exclus)	21,8	11,2	16,4	43,8
Etats arabes	0,7	1,9	1,0	4,5
Europe	28,2	16,5	45,6	4,5
Océanie	1,7	1,5	0,8	15,0
URSS	24,8	13,3	14,2	8,1

Non compris la Chine, la République démocratique populaire de Corée et la République socialiste du Vietnam.
Source : Annuaire statistique de l'Unesco 1977.

Pays	Quotidiens	Récepteurs radio	Récepteurs télévision	Appareils téléphone*	Fréquentation cinémas
	par 1 000 habitants				par habitant
A - PNB faible	19,2	56,0	5,4	1,3	2,7
B - PNB moyen	19,0	57,2	22,5	15,1	1,1
C - Développés	328,0	741,0	338,0	352,0	7,4

* Les chiffres relatifs au téléphone ne comprennent pas la Chine.

Sources : *Annuaire statistique de l'Unesco 1977* ; *Atlas de la Banque mondiale* (pour les chiffres démographiques) ; *Annuaire mondial de la radio et de la télévision* (World Radio and TV Handbook) 1979 ; *World Communications* (Unesco 1977) ; *Statistical Abstracts*, USA 1978 ; *Rapport IPC*, avril 1979 ; *Rapport interne*, INA, etc.



Population, PNB et degré d'équipement en ordinateurs en 1977

	Pays industrialisés		Pays en développement (y compris la Chine)	
	nombre ou valeur	%	nombre ou valeur	%
Population (en milliards)	1 075	25	2 925	75
PNB (en milliards de dollars)	4 760	80	1 200	20
Valeur des ordinateurs en fonction (en milliards de dollars)	82	95	4,4	5

Source : Population and GNP, Maurice Guernier (Club de Rome). *Computerization*, PAC (Paris), 1977.

Le plus grave est que les possibilités d'investissement sont telles que ce déséquilibre ne peut que s'accentuer au fil des années si rien n'est fait dans un proche avenir:

Investissements dans les infrastructures des télécommunications

	En dollars par habitant	% du total des investissements	En dollars par habitant	% du total des investissements
	1968		1977	
Pays développés sauf pays socialistes et RFA	16,6	3,5	54,4	3.9
Pays en développement (échantillonnage représentant 8 % du total)	1,6	1,8	6,7	2.0

Source : UIT, 1977.

Investissement annuel moyen dans les télécommunications
en pourcentage du PNB total*

Pays développés		Pays moins développés	
Etats-Unis	0,83	Vénézuéla	0,51
Canada	1,07	Haute-Volta	0,27
République fédérale d'Allemagne	0,82	Birmanie	0,23
Royaume-Uni	1,23	Tchad	0,05
France	0,68	Kenya	0,30
Italie	0,82	Malaisie	0,34
Japon	1,05	Pakistan	0,32
Australie	1,09	Thaïlande	0,30
Suisse	1,13	Singapour	0,53
Suède	0,47	Inde	0,17
Belgique	0,60	Fidji	0,62
Espagne	1,06	Costa Rica	0,60
Moyenne	0,90	Moyenne	0,35

* Ces chiffres correspondent principalement à la période de 1965 à 1975/76 et sont des estimations à partir de données tirées des *ITU Yearbooks of Common Carrier Telecommunication Statistics*, et des rapports et des dossiers de la Banque mondiale.

A ces données techniques s'ajoutent des entraves politiques et économiques: atteintes à la liberté d'information, circulation à sens unique (pays riches, pays pauvres), circulation verticale (pouvoir/professionnels vers la masse) de l'information. Enfin, l'information est traitée comme un marché commercial (en exemple: Reuter qui veut vendre son département information générale comme une société par actions ordinaire), dont les lois ne s'embarrassent pas ou peu de considérations éthiques.
A partir de ce constat qui traitait également de l'aspect culturel et humain du journalisme, la commission Mac Bride a présenté une série de recommandations que nous pourrions résumer ainsi:
Elles marquent la nécessité d'une planification aussi bien à l'échelle mondiale que dans chaque état, et surtout dans les pays en développement. Dans chaque projet d'aide au développement les problèmes de communications doivent être intégrés. Les pays les plus pauvres doivent aussi avoir accès aux nouveautés techniques et aux banques de données...
Le seul but de ces recommandations est de réduire le déséquilibre existant actuellement.
Ce rapport fut accepté en 1980 par l'assemblée générale et donna une résolution en 12 points défendant **«la pluralité des sources d'information, la liberté de la presse et des journalistes (liberté inséparable de la responsabilité), la capacité des pays en voie de développement à améliorer leur niveau professionnel, leur technologie et leur infrastructure, le respect de l'identité culturelle et le droit**

pour tous les peuples et tous les groupes à avoir accès et à participer aux échanges internationaux d'information».

UNE DECISION QUI NE FAIT PAS PLAISIR A TOUT LE MONDE

Ce fut la levée de bouclier générale dans les pays occidentaux. On parla alors d'atteinte à la liberté d'expression, d'une volonté de mettre les médias sous le joug des dictatures. Il y eut, en 1981, une réunion d'agences de presse occidentales et du Tiers-Monde qui mit en place un contre-programme où fut soulignée la nécessité pour la technologie occidentale de conquérir de nouveaux marchés et l'importance que devait avoir la publicité dans les médias. On alla jusqu'à parler de «censure internationale». Ces réactions coïncidèrent avec l'arrivée à la présidence de Ronald Reagan. Depuis, les attaques contre l'Unesco ne cessèrent plus. On parla de «forum pour les organisations terroristes», de trop grande politisation de l'organisation. Toutes ces critiques ne semblant pas suffire, les Etats-Unis parlèrent de mauvaise gestion des fonds que recevait cette organisation pour justifier leur volonté de quitter l'Unesco en 1985. Certains bruits sont même répandus quant à l'intégrité de son secrétaire général...On peut s'interroger sur cette volonté de mettre en cause une assemblée qui n'a jamais été vraiment dangereuse pour la politique américaine. La réponse, tout au moins une partie, peut se trouver dans un article paru récemment dans «Le Monde».

COMMUNICATION: LES GRANDES MANOEUVRES

Sous le titre «La guerre mondiale de la communication», Eric Le Boucher et J.M. Quatrepoint nous relatent le développement des opérations actuelles qui se passent dans le monde de l'industrie de la communication. Cet article est paru entre le mercredi 11 janvier et le samedi 14 janvier 1984 dans le quotidien français. On y apprend la formidable offensive des industries américaines concernant l'ensemble des communications. Cette offensive se place sur deux plans: une aide directe aux entreprises concernées dans la robotique, les télécommunications et les circuits intégrés (les aides gouvernementales permettent des investissements de l'ordre de centaines de millions de dollars). Au deuxième plan, toute une série de mesures sont prises afin d'augmenter la compétitivité des entreprises américaines: mise en veilleuse des lois anti-trust, affaiblissement de la législation sur le travail et dérégulementation de la communication (ATT possédait le monopole des communications téléphoniques aux USA, concédé par le gouvernement fédéral. Ce secteur a été maintenant «libéralisé»). On pourrait croire que ce phénomène ne concerne que l'Amérique du Nord, qu'on ne s'y trompe pas: des pressions très fortes sont faites pour que les pays européens fassent de même. La Grande-Bretagne a d'ailleurs commencé et les libéraux des autres pays mettent cette possibilité dans leur programme. Dans cette future guerre des contrats pour l'extension des réseaux de communication la victime sera le simple particulier: si pour les réseaux longue distance (surtout utilisés par les industriels) les tarifs vont baisser, les communications locales (utilisées par les particuliers) verront leur coût augmenter. On vous laisse deviner la place qu'auraient les pays du Tiers-Monde.

Le fer de lance de cette offensive de grande envergure a pour nom IBM. Lourdement attaqué dans le secteur des micro-processeurs, cette transnationale reprend l'initiative en plaçant ses pions dans toute l'Europe, imposant petit à petit ses normes, offrant des computers aux écoles, s'associant

APRÈS LA DÉCISION DE TOKYO D'ABANDONNER LE MONOPOLE DE L'ETAT

IBM veut s'engouffrer dans la brèche

AFFAIRES

Le contrôle, par l'administration américaine des exportations de haute technologie inquiète IBM... et la CEE

IBM remporte un contrat concernant les télécommunications en Grande-Bretagne

IBM vient de remporter en Grande-Bretagne ce qui est sans doute son plus gros contrat jamais obtenu en matière de télécommunications. Le géant américain va fournir vingt-sept centraux téléphoniques au Post Office (la poste britannique) destinés à son réseau interne de téléphone, de transmission de données et de fac-similé. Jusque-là, le Post Office utilisait le réseau public de British Telecom (BT, l'administration des télécommunications). Mais, depuis la « démonopolisation » des télécommunications en Grande-Bretagne, la poste entend s'organiser elle-même en plaçant des équipements de son choix sur les lignes « nues » simplement louées à BT.

Le contrat remporté par IBM devant les groupes britanniques GEC, Plessey, l'américain Harris et British Telecom (qui vend elle-même des centraux privés) se monte à plusieurs millions de livres. Le géant de l'informatique livrera des centraux de type 1750, développés à la fin des années 70 dans son laboratoire de La Gaude, en France, qui sont d'une technologie (dite analogique) aujourd'hui dépassée. IBM a d'ailleurs récemment pris une participation dans la société américaine de télécommunications Rolm pour acquérir la technologie actuelle (digitale). Le Post Office explique son choix en faisant savoir que seuls les 1750 correspondaient à ses besoins les plus immédiats.

Cette percée du groupe américain sur le marché des télécommunications européen est à rapprocher des négociations en cours pour une prise de participation majoritaire de Pacific Telesis dans Mercury, la société privée britannique qui a obtenu le droit de bâtir un réseau concurrent de British Telecom dans le cadre de la démonopolisation. Pacific Telesis est une des sept compagnies régionales américaines nées du démantèlement d'ATT. Il est probable, selon le *Financial Times*, que le gouvernement britannique souhaite limiter l'entrée du groupe américain à une participation minoritaire. Mercury – dont l'avenir commercial n'est pas assuré depuis le retrait de la Banque Barclays, l'un de ses principaux actionnaires – a besoin d'argent.

à des entreprises européennes...Une toile se tisse, où la firme d'informatique se trouve au centre: Big Brother IBM, c'est pour bientôt. On comprend mieux pourquoi les Etats-Unis voient d'un mauvais oeil l'idée d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Ainsi s'expliquent les attaques dont fait l'objet l'Unesco de la part des nations qui possèdent un quasi-monopole de l'information (90% des nouvelles distribuées dans le monde proviennent de 4 agences de presse toutes occidentales, dont 2 américaines) et qui tiennent à le garder, ne serait-ce que pour conserver leur influence sur l'opinion publique.

INFORMATION OU DESINFORMATION?

C'est aussi de cela qu'il s'agit. Les exemples d'«informations» ambiguës voire malhonnêtes sont nombreux. Les évènements de Grenade donnent un modèle assez frais: tout a été fait pour justifier l'intervention américaine dans cette petite île des Caraïbes: danger de mort des étudiants américains y séjournant, main-mise cubaine, pénétration soviétique... Autant d'affirmations démenties par les faits: le recteur de l'université démontrant que les étudiants ne risquaient rien, discours très modérés de Fidel Castro avant et pendant l'opération militaire. Enfin, le nouvel aéroport, construit par les cubains, sera terminé par les américains, finalement il n'était pas si rouge qu'il ne le semblait...

LA CRISE DE L'UNESCO

Après les Etats-Unis la Grande-Bretagne ?

La décision américaine de quitter l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture fin 1984 fera-t-elle école, notamment à Londres ? Au début de cette année, un débat – sans vote – a opposé aux Communes le Parti travailliste favorable à l'UNESCO et la majorité conservatrice qui a tiré à boulets rouges sur l'Organisation. Un haut fonctionnaire du Foreign Office a, plus récemment, indiqué que si des changements rapides n'intervenaient pas dans le fonctionnement de l'UNESCO, le Royaume-Uni la quitterait en 1985. Londres appartient au groupe d'une dizaine d'Etats qui s'étaient abstenus en 1983, lors de l'adoption du budget de l'Organisation. Son directeur général, M. M'Bow, devrait recevoir en mars une lettre du gouvernement britannique annonçant que, si une «dépolitisation» des activités de l'UNESCO n'intervient pas au cours de 1984, Londres s'en ira de l'Organisation comme les Etats-Unis.

Des rumeurs ont fait état de l'intention d'autres pays occidentaux, comme l'Allemagne fédérale ou les Pays-Bas, de suivre la même voie, mais aucune décision ne semble avoir été arrêtée par eux. En revanche, tous les autres pays, à l'exception des Etats communistes, ont adressé aux responsables de l'UNESCO, depuis la décision américaine, des revendications – d'ailleurs souvent contradictoires – mais où revient souvent le souhait de voir l'Organisation *«accroître son efficacité».*

Un tout récent élément nouveau – l'acceptation par M. M'Bow d'un «examen» de la situation de l'UNESCO par une commission *ad hoc* du Congrès américain – pourrait toutefois constituer un tournant dans la crise à laquelle *le Monde* a consacré un dossier le 18 janvier. Cet «examen de la coopération UNESCO-Etats-Unis», qui comportera notamment une «vérification» des comptes de l'Organisation, constituera en fait, semble-t-il, une véritable enquête américaine sur l'UNESCO. Celle-ci aura d'ailleurs lieu en même temps que l'examen régulier des dépenses de l'Organisation par la Cour des comptes britannique (National Audit Office), une institution indépendante connue pour sa rigueur, chargée de longue date de la comptabilité de l'UNESCO.

D'autre part, nombre de pays, notamment du tiers-monde, s'attendent que la réunion en mai prochain du conseil exécutif de l'Organisation marque une étape cruciale de la crise. Ces mêmes pays espèrent en général que la France jouera un rôle de proposition – rôle qu'elle n'a pas vraiment joué ces temps-ci – dans le débat en cours.

J.-P. P.-H.

NE NOUS LAISSONS PAS ABATTRE!

Comme nous le disions au début de ce dossier, être informé n'est pas si simple...Nous avons vu les disparités et les inégalités dans les possiblités de recevoir et de produire les informations. Circulation à sens unique Nord-Sud ou verticale, peu de moyens nous restent pour contrôler le flux qui nous parvient par les médias. Moyens qui nous échappent chaque jour un peu plus avec la sophistication des techniques de communication.
Après la description d'un tableau aussi sombre, nous voudrions conclure par quelques touches plus claires.
Si les nouvelles que nous recevons des pays pauvres tiennent essentiellement aux événements extraordinaires (sécheresse, guerre, coup d'Etat, etc...), il existe enfin une petite lueur: elle a pour nom Inter-presse Service. Il s'agit de la première agence de presse tiers-mondiste qui préfère à l'information accidentelle des dossiers plus fouillés qui traitent aussi et surtout des réalités sociales de l'hémisphère sud.
Enfin, si la censure existe (officielle ou non), elle prouve la puissance de la connaissance. Nous qui avons la chance de vivre dans une région riche, profitons-en: nous avons le choix de l'information, utilisons-le.
En nous contentant d'à peu près, nous leur faisons un trop grand cadeau.
A qui? Allons, il n'y a plus besoin de vous faire un dessin!

Dossier préparé par
Martial KNAEBEL

Sources:
- «Voix multiples, un seul monde. Communication et société, aujourd'hui et demain», Rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication - Editions la Documentation Française, UNESCO.
- L'Etat du Monde 1983, Editions La Découverte, Maspéro.
- Le monde Diplomatique, janvier 1982
- Idem, mars 1983
- Le Monde, 11,12,13,14 janvier 1984
- Le Nouvel Observateur, 30 mars 1984
- Le Monde, 3 mars, 5 avril 1984
- Politique Aujourd'hui décembre/janvier 1984

Les tableaux présentés sont tirés du rapport de l'Unesco.

SECHERESSE AU NORDESTE DU BRESIL (suite)

Dans le dernier "Interrogation", nous proposions quelques pistes pour exprimer notre solidarité avec les paysans de cette région. Les grandes œuvres d'entraide suisses lancent une grande campagne : "Sécheresse en Afrique et Amérique latine" soutenues par la Chaîne du Bonheur, à laquelle nous vous invitons à répondre.

En plus, nous avons voulu donner notre appui à la lutte courageuse de paysans. Actuellement, dix d'entre eux doivent répondre à deux procès, l'un à Tauã, l'autre à Nova Russas, villes proches de Crateús.

Notre appui est appelé à se concrétiser maintenant par des lettres à envoyer aux juges de ces deux villes pour leur demander de refermer ces deux procès du fait que le seul véritable accusé en cause c'est LA FAIM.

Les adresses et des textes en portuguais sont à disposition au secrétariat FSF ou dans le bulletin de la Déclaration de Berne.

Les pluies abondantes ont renforcé l'espérance des pauvres, mais il reste le dessous de l'iceberg : un règne de justice à établir.

Chica BAVAUD

ILS SONT RENTRÉS...

- Le 9 mai, Elsa et Julio SAQUERO-LANGLOIS, éducateurs, après avoir travaillé quatre ans dans le diocèse de Riobamba, en EQUATEUR. Ils ont participé, entre autres, aux cours dans le Centre de formation théologique, à une expérience de travail agricole, et à des cours de préparation au mariage.

Leur adresse et celle de Lucia, Pablo et Cecilia, leurs enfants :
c/o Mme Suzanne Junod, Comba-Borel 23, 2000 Neuchâtel

- Le 2 mai, Christine et Jean-Luc PITTET-GIACOBINO et leur fille Céline, après quatre ans et demi passés dans la communauté de La Florida au PEROU. Jean-Luc, ingénieur agronome, a spécialement introduit les jardins potagers scolaires dans la vallée, dans le cadre de la Coopérative agricole. Christine, assistante sociale, s'est occupée de la formation d'animatrices féminines.

Leur adresse : ch. de la Gabelle 32, 1227 Carouge

NAISSANCES

* Alvaro Umberto, le 7 mars, fils d'Alessandra et Carlo FOLETTI-CASTEGNARO, actuellement à Tegucigalpa, HONDURAS, anciens volontaires STM en Equateur. Cosude, Apartado 95 C, Tegucigalpa, Honduras.
* Cecilia, le 16 mars, fille de Elsa et Julio SAQUERO-LANGLOIS, (voir plus haut).
* David, le 29 mars, fils de Marie PASCAL et Luc MARCHELLO, volontaires à Macusani, PEROU. Casilla 102, Ayaviri, Puno, Pérou.
* Benjamin, le 13 avril, fils d'Hélène et Michel LEGEARD-CRETTON. 12, rue des Petits Pavés-de-l'Abbaye, F - 50390 Saint-Sauveur-le-Vicomte.
* Jacques, le 18 avril, fils de Claire et Jean-Pierre SOULARD-COUGOUL, volontaires à La Florida, PEROU. Apartado 105, La Merced, (Chanchamayo), Pérou.
* Solange Ingabire, le 26 avril, fille de Marie-Jeanne et John CHRISTIN-KANYANGE, anciens volontaires au RWANDA. Rue des Philosophes 15, 1400 Yverdon.

PROFESSION RELIGIEUSE

Laetitia WERMEILLE, ancienne volontaire FSF à MADAGASCAR, a prononcé ses vœux définitifs le 20 mai, dans la Congrégation des Sœurs des Sacrés Cœurs de Jésus et de Marie.
Son adresse : 65, rue de la Marion, F - 85100 Les Sables d'Olonne

Pour se voir
Pour se revoir... 15 ans que...
Pour bavarder
Pour un moment
Pour rire (si possible)
Pour rien...
Pour ça
Pour

NOUS VOUS INVITONS A UNE

FETE GVOM

SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1984

Réservez cette date

A LA DECOUVERTE DE SOI PAR LA PEINTURE

22 soir, 23 et 24 juin 1984

S'adresse

à tous ceux qui pensent qu'il faut être doué pour peindre... et qui "ne le sont pas"...
à tous les autres, ceux qui ont déjà retrouvé le plaisir de l'expression par la couleur et les formes, à ceux qui souhaitent s'y donner...

Objectifs

- retrouver le goût du possible dans l'expression par la peinture, quelque soit l'expérience vécue...
- permettre aux participants de se familiariser avec les formes, les couleurs, et proposer des moyens permettant à chacun de trouver - retrouver - sa propre expression.
- partir à la découverte d'une partie de moi encore inconnue que je ne soupçonnais pas, à l'aide de crayons, gouache, encre de chine et de thèmes...
- contacter ma force intérieure personnelle liée à ma propre expression.

Moyens

ne pas apprendre !
découvrir le plaisir de se laisser aller à jouer, rêver avec les couleurs, les formes;
oser VIVRE, se laisser surprendre, accueillir les sensations, sentiments et les inscrire sur le papier récepteur, révélateur...

Lieu à définir

Prix Fr. 80.- (indicatif) Nombre max. 12 personnes

Animation Monique Raimbault, animatrice à l'Arc-En-Ciel, Nîmes
Eliane Soguel, animatrice

Inscription à retourner si possible avant FIN MAI pour des raisons de location des lieux de séjour
à Eliane Soguel, "A la découverte de soi par la peinture", GVOM, rue du Dr Tièche 22, 2732 Reconvilier

CONSIDERATIONS ICONOCLASTES

De retour d'un voyage au Sénégal, je suis amené à me poser certaines questions.

Beau pays, partenaire efficace, volontaire qualifié.

Projet : encadrement de petites et moyennes entreprises et d'artisans dans le cadre d'un domaine industriel créé par une société nationale d'études et de promotion industrielle. Projet qui avait déjà posé pas mal de questions au niveau de la décision d'engagement. Dans quel type de pays travailler ? Dans quel type de projets ? L'objectif principal est la plupart du temps de travailler dans les pays les moins avancés (PMA) et dans des projets à la base, au niveau rural.

Or, le projet de Saint-Louis se trouve dans un pays relativement avancé et dans le secteur industriel.

Interrogation par rapport au type de pays : le Sénégal est un pays de libre entreprise. Indépendamment du type de pays (plus ou moins avancé), le système de gouvernement n'est pas sans influence sur le travail d'une ONG. Peut-on ou doit-on accepter de travailler quel que soit le type de gouvernement (qui a une influence sur ce que nous pouvons entreprendre) ?

Remarques critiques : un pays qui n'a pas d'idéologie déclarée présente le plus souvent une résistance des nantis au changement. Ceux qui, au contraire, ont une idéologie déclarée, ont tendance à mettre en œuvre n'importe quel moyen pour atteindre l'objectif.

Questions : sommes-nous juges et ces différences doivent-elles motiver un refus de travailler dans tel ou tel système ? Quelle est la situation de la Suisse entre ces deux extrêmes ?

Interrogation par rapport au type de projet : le but de la plupart des organisations non-gouvernementales est de travailler à *la base*, dans des projets de développement intégré (couvrant tous les aspects de la vie d'un groupe social : santé, enseignement, production). L'arrière-pensée n'est-elle pas, quelquefois, de trouver des "objets de charité", nos bons pauvres, pour essayer avec eux ou pour eux, ce que nous ne réussissons pas à faire chez nous ?

Rassurez-vous, je vais immédiatement tempérer mes propos.

D'une part, on remarque de plus en plus en Suisse une approche globale des problèmes, qui part de la constatation qu'ici aussi les choses sont liées. Par exemple, la non-violence, l'écologie, la médecine douce. Bref, une autre approche qu'on a, peut-être, aussi apprise en ayant agi dans le cadre du développement intégré.

D'autre part, même dans le tiers monde, il n'y a plus de groupes autarciques, qui ne dépendent pas d'un système politique et économique.

Alors, sachant que même dans les pays en voie de développement il y a des gens qui produisent, commercialisent, doivent gagner de l'argent, pourquoi ne pas s'occuper des problèmes industriels. A une petite échelle, bien sûr.

Question : voulons-nous ignorer que, même dans le tiers monde, il y a une production industrielle, de petites et moyennes entreprises, et des salariés, des chômeurs (en dehors de ceux qui ont fui la campagne, entre autres des universitaires) ?

Alain SCHWAAR

DECLARATION DE SOLIDARITE AVEC LES CHRETIENS DU NICARAGUA

Responsables, à des titres divers, dans l'Eglise et dans des organismes chrétiens, nous tenons à déclarer ce qui suit :

— Le nombre de nos frères chrétiens — évêques, pasteurs, prêtres et laïcs — morts en Amérique centrale nous autorise à prendre la parole. Nous le faisons en communion avec les chrétiens du Nicaragua, en communion aussi avec ceux du Honduras — pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti — qui voient sur leur sol les armes les plus sophistiquées côtoyer la plus grande pauvreté, en communion avec des chrétiens du monde entier — et particulièrement des Etats-Unis — qui ne veulent pas voir empêcher l'édification d'une société plus juste dans laquelle leurs frères ont inscrit et continuent à inscrire laborieusement quelque chose de la Bonne Nouvelle dont nous avons tous à être les témoins.

— Le 19 juillet 1979, au terme d'une insurrection particulièrement coûteuse en vies humaines, le peuple du Nicaragua mettait fin à une tyrannie évidente et prolongée. Au lendemain de ce renversement, une reconstruction en profondeur a été entreprise, reconstruction que les circonstances ont rendue particulièrement difficile : absence de cadres, de ressources...

— Dans tout cela, et pour la première fois dans l'histoire récente des révolutions, les chrétiens ont pris une part active, jusqu'à occuper les postes les plus élevés dans le gouvernement du pays.

— Mais aux difficultés internes s'est rapidement ajoutée une menace externe : l'appui, discret d'abord, puis ouvertement accordé par les Etats-Unis à des éléments d'opposition et particulièrement aux anciens gardes de l'ex-dictateur que la clémence du nouveau régime de Managua avait rapidement libérés.

— Avec l'attaque de Puerto Corinto, à partir de bateaux mis à disposition par les Etats-Unis en octobre dernier, on a dépassé le stade des menaces pour atteindre celui de l'agression caractérisée. Avec Marcel Niedergang (Le Monde), on peut légitimement estimer que l' "invasion du Nicaragua a déjà commencé".

— Quelques semaines après le débarquement sur l'île de la Grenade et au retour de la commission Kissinger, qui prône un renforcement de l'aide apportée aux éléments de l'opposition sandiniste, toutes les craintes sont permises.

— Une situation de tyrannie ne se renverse pas sans un fort investissement idéologique. Et lorsque s'amplifie la menace extérieure, il est compréhensible que le climat se charge de tension, voire de cette suspicion qui engendre les maladresses. Cela ne doit pas nous empêcher d'affirmer — contre une certaine information gravement tendancieuse — que les chrétiens au Nicaragua ont l'espace de liberté nécessaire à l'expression de leur foi.
Certes, les chrétiens ne sont pas unanimes face au régime. Mais le fait que le désaccord des opposants nous soit si bien connu nous semble la preuve de l'accès aux médias dont disposent ces derniers. Il n'en va pas de même dans les pays avoisinants (Honduras, Salvador, Guatemala).

— En signant cette déclaration, nous n'entendons pas blanchir le régime sandiniste de tous les faux-pas qu'il a pu commettre dans la longue marche qui mène un peuple de la dictature à la démocratie. Par exemple, l'incompréhension de la situation des Indiens et de leur système de valeurs. Mais l'amnistie accordée aux Miskitos, de même que la nouvelle loi sur les partis politiques, nous permettent de croire que fondamentalement les intentions démocratiques du gouvernement sandiniste ne se sont pas modifiées.

— Nous ne nous dissimulons pas non plus le risque de récupération de toute révolution. Particulièrement en un moment où la vie internationale est caractérisée par un affrontement Est-Ouest implacable et où l'Union soviétique semble soucieuse d'assurer son influence dans plusieurs régions du globe. Mais ce risque, précisément, nous invite à tout faire pour que le Nicaragua ait la liberté suffisante pour lui permettre de réaliser dans de bonnes conditions les changements profonds qu'il désire opérer.

Nous rappelons avec insistance le droit de tout peuple à la souveraineté sur son territoire et la gravité des entreprises qui lui portent atteinte.

Nous invitons les chrétiens à faire un effort particulier d'information pour mieux comprendre les souffrances et les joies de leurs frères d'Amérique centrale.

Nous invitons les communautés chrétiennes à chercher les moyens de témoigner aux chrétiens du Nicaragua une authentique solidarité faite d'accueil et de dialogue critique.

Nous invitons également les chrétiens à soutenir leurs frères qui, aux Etats-Unis, font pression sur leur gouvernement pour empêcher tout appui à la déstabilisation politique, économique et militaire du Nicaragua.

M. et Mme M.-Fr. et B. BAVAUD, responsables de Frères sans Frontières — M. le pasteur Ch. BIBER, Moutier — M. le pasteur A. BRICOD, président du Conseil du Département missionnaire des Eglises protestantes de Suisse romande, Lausanne — M. BRULHART, président du Conseil de Pastorale, Fribourg — M. Y. BRUN, président du Conseil exécutif de l'Eglise catholique, Genève — M. l'abbé D. CLERC, délégué de la mission et Œuvres pontificales missionnaires, Fribourg — M. R. COMPAGNON, Jeunesse étudiante catholique — M. J. DEKENS, président de l'équipe d'animation pastorale du secteur de Neuchâtel-ville — Mme R.-M. DEVANTHERY, présidente du Conseil du Vicariat épiscopal, Lausanne — M. le pasteur J.-M. DROIN, secrétaire général de l'Eglise nationale protestante, Genève — M. M. FALLET, président du Conseil exécutif de l'Eglise nationale protestante, Genève — M. l'abbé A. FOL, Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique, Genève — Mlle G. FOURNIER, Jeunesse rurale catholique — M. P. HAFFNER, secrétaire de Justice et Paix, Berne — M. R. MISEREZ, président de l'Action catholique ouvrière — M. le pasteur M. de MONTMOLLIN, président du Conseil synodal de l'Eglise réformée évangélique, Neuchâtel — M. le Pasteur E. PERRENOUD, président du Synode de l'Eglise réformée évangélique, Le Locle — M. F. PYTHOUD, Action de Carême, Lausanne — M. le pasteur R. RENFER, Commission Tiers Monde de l'Eglise nationale protestante, Genève — M. RAJKUMAR, secrétaire de Pax Romana, Genève — Mlle M. ROSSIER, présidente de l'Action catholique rurale — M. R. SCHAER, délégué romand à la mission — Mme Ed. SCHNEIDER, présidente du Synode et du Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée, Fribourg — M. J.-M. SUTTERLET, Jeunesse ouvrière catholique — M. J.-Cl. VERREY, président de la commission administrative de l'EPER — M. S. WILLEMIN, ancien président de l'Action catholique indépendante, Fribourg — M. Ad.-Cl. ZOLLER, Pax Christi, section romande.

Mars 1984 — p.a. COTMEC - Case postale 99 - 1211 Genève 9

International Committee for the Indians of the Americas
Comité international pour les Indiens des Amériques
Internationales Komitee für die Indianer Amerikas



Comité internacional para los Indios de las Américas
Comité internacional para os Indios das Américas
Comitato internazionale per gli Indiani d'America

INCOMINDIOS SUISSE étend cette année 1984 une antenne en Suisse romande et crée un groupe régional à Neuchâtel.

Ce groupe couvre actuellement toute la Romandie en attente du lancement cet automne d'une nouvelle campagne dans les autres cantons.

Notre organisation apporte son soutien aux cultures, principalement aux Indiens d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Elle leur offre un appui moral et matériel dans le combat pour la souveraineté culturelle, politique et économique.

Notre adresse : INCOMINDIOS NEUCHATEL - SUISSE ROMANDE
Case postale 716
2001 Neuchâtel

L'ÉGLISE CHRÉTIENNE M'A-T-ELLE COLONISÉ ?

Je ne peux avoir assez de mots pour exprimer ici ce qui me tient à cœur depuis 1965, date de ma Première Communion. Je voudrais laisser par écrit, à tous mes frères chrétiens du Tchad et d'ailleurs, ce qui m'a fait chrétien et ce qui me le fait devenir chaque jour davantage.

Il faudrait que j'élimine ce qui fait confusion entre la colonisation et la religion chrétienne qui m'a été annoncée au moment de la colonisation.

La colonisation est le fait qu'un pays impose à un autre ses propres mentalités. Un pays colonisé est obligé de remettre en cause toutes ses mentalités construites au cours des millénaires. Un pays vivant une colonisation vit obligatoirement une désorganisation des cultures et des structures mentales, ce qui perturbe les groupements sociaux et même les individus. L'héritage culturel du pays colonisé perd sa valeur et son sens : le pouvoir du pays colonisateur annule la sagesse et l'expérience transmise par la tradition. Donc, les liens construits à longueur d'histoire et qui faisaient exister la société se rompent : cette société colonisée se transforme en colonies de groupes et d'individus, sans liens.

Depuis 1960, plusieurs pays colonisés sont devenus indépendants. Certains sont allés jusqu'à utiliser les armes pour obtenir cette indépendance; d'autres l'ont obtenue à la manière d'une passation de pouvoir, du colonisateur à un colonisé préparé. Ce fut en quelque sorte une période de reconquête d'une dignité et d'une identité perdues.

Que cela soit par les armes ou par simple passation de pouvoir, le but de l'indépendance était que chaque pays devenu indépendant puisse assumer lui-même son destin : un pays indépendant doit décider de sa ligne de conduite pour le bien de son peuple.

Cette indépendance, qui devait apporter la confiance et la restauration de toutes les valeurs culturelles déformées ou perdues, commence par soulever de multiples questions. Elle est devenue le temps des embarras : on constate que l'indépendance n'apporte pas ce qu'elle avait promis : la liberté. Et l'articulation des rapports sociaux, détruits depuis le temps de la colonisation, ne semble guère se remettre. Quand une société est dépossédée des liens qui la font vivre, il arrive que les individus, livrés à eux-mêmes, finissent par tenter n'importe quoi pour retrouver sa propre cohésion: une réactivation ou une révolution culturelle, de nature à permettre au peuple déçu par la colonisation, de redevenir reproducteur de sa propre culture et par là de sa propre histoire.

Ainsi au Tchad, le Mouvement National pour la Révolution Culturelle et Sociale (MNRCS) a pris naissance avec le défunt Tombalbaye, pour reconquérir les valeurs culturelles tchadiennes perdues pendant la colonisation. Au Zaïre, le Mouvement Populaire pour la Révolution (MPR) est considéré comme un feu qui cherche les cultures perdues... Ailleurs, on a noté une série de violences qui se sont manifestées dans la succession des coups d'état. Toutes ces contradictions entre mouvements divers, comme les multiples raisons des coups d'état, témoignent de la difficulté théorique et surtout pratique de rendre adéquate la constitution d'un pouvoir politico-culturel, ou alors témoignent du refus de la politique culturelle imposée par la colonisation : une mentalité imposée, une identité imposée, un type de société importé et imposé.

Mais alors, maintenant, en tant que Moundang ou Africain chrétien, donc en tant qu'homme qui croit en Jésus-Christ, et qui organise sa vie selon les lignes de conduite qui prennent forme à partir de sa foi, je me pose la question : est-ce que l'Eglise chrétienne m'a colonisé ?

Quand un homme est dépendant, il n'est plus libre, il n'a plus de choix, il a toujours honte.

L'Eglise chrétienne qui m'a été annoncée n'était pas prononcée comme un discours politique du colonisateur, mais comme une Bonne Parole universelle, la Parole de Jésus-Christ, Fils du Dieu Seigneur, Parole incarnée, Parole de libération contenue dans l'Evangile. A l'inverse de la colonisation, la religion chrétienne est chemin de libération.

Elle m'a été annoncée comme une religion communautaire, reposant sur une fraternité sans frontière : celle qui me donne le sentiment d'appartenir à une seule grande famille, ayant pour Père le Dieu qui met à l'abri de tout pouvoir néfaste. Celle qui fait disparaître les vengeances, l'envoûtement et les malédictions qui pesaient sur la tradition. Elle m'a libéré entièrement et intégralement des dieux des forêts, des dieux des rivières, des dieux des fourmis qui m'encombraient.

Elle m'a fait connaître un Dieu qui pardonne et qui réconcilie, qui me redonne confiance après les moments sombres du péché : ce Dieu qui sait pardonner, qui sait oublier et qui sait donner foi.

La religion chrétienne est celle qui m'a fait découvrir le Dieu qui entend et qui comprend la langue moundang comme toutes les autres langues, renouvelant sans cesse la Pentecôte des Apôtres.

La religion chrétienne est celle qui m'a fait découvrir un Dieu qui aime les traditions purifiées de leurs contraintes.

La religion chrétienne est celle qui m'a libéré pour la vie, en me donnant le sens du service, de l'amour.

A l'inverse de la colonisation, la religion chrétienne qui m'a été annoncée est celle qui m'appelle à vivre en Jésus-Christ, Fils de Dieu, et à faire vivre, à son image et à sa ressemblance.

Pierre MANSY PAMIMI
Mission catholique de Bissi-Mafou

ASSOCIATION JURASSIENNE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES DU TIERS MONDE — ASTM —

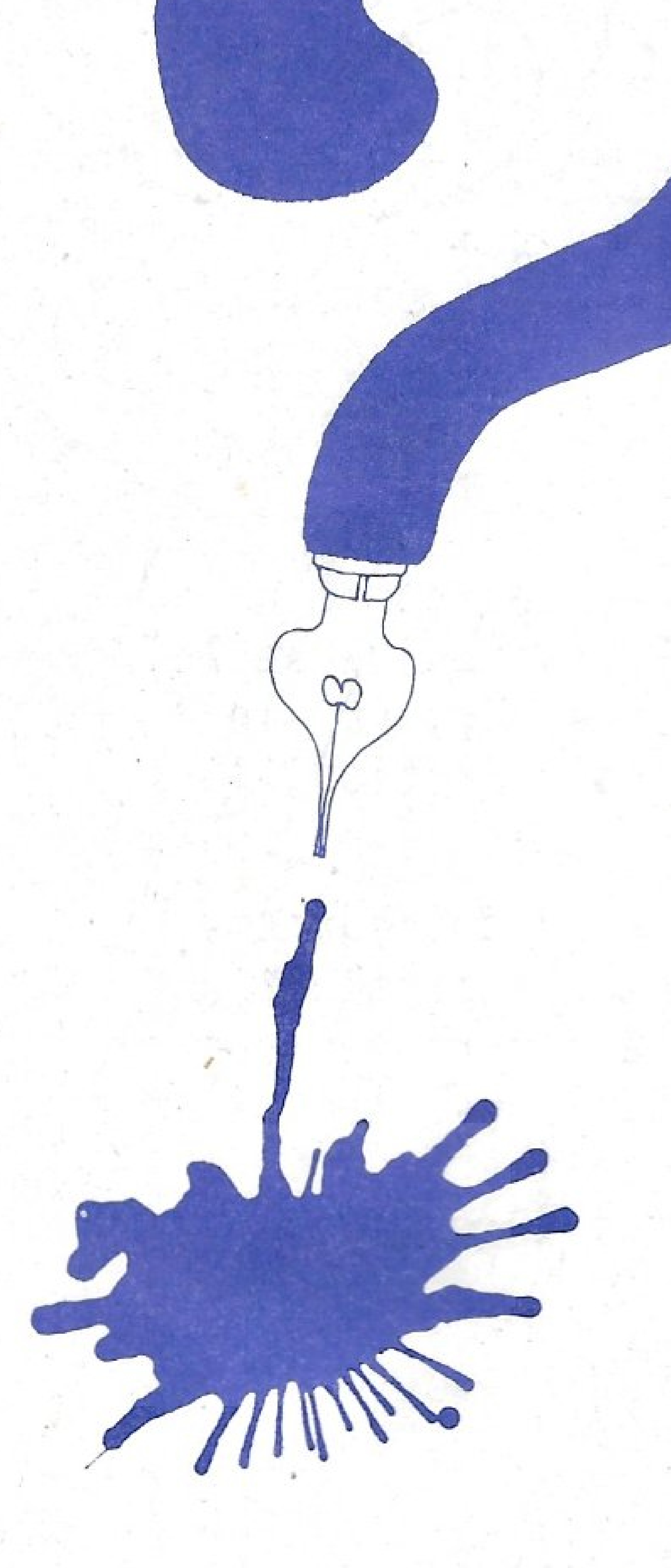
Le 3 février 1984 s'est constituée dans le Jura une nouvelle association jurassienne ayant pour but de développer la solidarité avec les peuples du tiers monde. Lutter pour le respect des droits de l'homme et pour une politique économique et sociale au service de la population et non d'une minorité de privilégiés, tels pourraient être résumés les principes de l'ASTM.

L'objectif de l'ASTM est de réunir les associations jurassiennes qui sous une forme ou une autre travaillent à construire la solidarité avec les peuples du tiers monde. Elle ne se substituera donc pas aux organismes existants.

Adresses de contact

Odile Montavon
Rue des Romains 4
2800 Delémont

Raymond Jecker
Instituteur
2864 Soulce



Y A-T-IL RISQUE PLUS GRAVE POUR LE PEUPLE DES CROYANTS QUE DE CHANGER ?



J.A. 2056 DOMBRESSON

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Atelier offset J.-D. Perrin — Av. Morges 161 — 1004 Lausanne